

### Avis adopté

Séance plénière du 25 juin 2024

## *Réussite à l'École, réussite de l'École*

### Associations

Il suffit d'écouter celles et ceux qui vivent la grande pauvreté pour comprendre que l'École n'est hélas pas ce lieu d'égalité, de mixité, de fraternité permettant la réussite de tous. Frank affirme que l'école ne l'aimait pas, lui dont les enfants « auraient voulu faire des études plus longues que celles qu'ils ont faites », car ils ont été scolarisés dans des classes « qui ne sont pas des classes pour apprendre mais des classes pour faire patienter ».

Pour Céline, ses enfants scolarisés de classe spécialisée en classe spécialisée n'ont pas eu les mêmes chances que les autres et elle réclame des enseignants mieux formés pour un vrai changement.

Enfin, Vincent dont « les parents n'ont pas été longtemps à l'école », son orientation scolaire lui a été imposée. Alors comment parler d'un système éducatif social et fraternel dans un pays où le poids de l'origine sociale sur les destins scolaires est aussi important ?

L'école est aujourd'hui un réseau d'établissements juxtaposés selon les catégories sociales ou en filières différenciées au sein des établissements. Pour beaucoup, l'orientation est subie, vers des filières spécialisées. Peut-on préparer au faire et vivre ensemble si on ne scolarise pas ensemble ? L'absence de mixité produit par ailleurs de la défiance et renforce un terrible sentiment d'abandon. Pour celles et ceux dont l'école est une suite d'échecs et d'humiliations, la motivation et l'estime de soi sont durablement abîmées. Le gâchis humain est immense.

Comme le soulignait Condorcet, l'éducation nationale ne saurait être « une espèce de loterie nationale ». La question des inégalités à l'école est avant tout une question politique. C'est à l'État de garantir à tous les enfants une égalité de droits, à partir de l'écoute des besoins et en construisant les politiques publiques par la participation de tous et toutes.

C'est pourquoi, dès l'école maternelle, il faut veiller à ne pas transformer les différences en difficultés et ainsi favoriser pour les plus précaires un accueil dès 2 ans

dans les classes maternelles. Il est nécessaire de renforcer les moyens, mais surtout d'adapter les pédagogies, en préférant au chacun pour soi et à la compétition, la solidarité et la coopération.

Pour cela et premièrement, il faut former les enseignantes et enseignants à la connaissance des réalités de vie et des représentations des élèves de tous les milieux et de toutes les origines.

Deuxièmement il est nécessaire de reconnaître chacun d'entre eux, comme pouvant apporter aux autres.

Troisièmement doivent être renforcés les échanges avec tous les parents pour une véritable co-éducation. L'école pourrait être un lieu de vie plus ouvert sur les territoires. Les projets éducatifs territoriaux en sont une amorce.

Toutefois, une réforme timide de l'école serait vaine, tant les changements à réaliser sont profonds. Comme le souligne l'avis, cela ne relève pas de la seule responsabilité de l'école. La ghettoïsation est par exemple très liée au manque d'une politique du logement qui s'engagerait résolument pour la mixité sociale.

Sans doute **l'avis, que le groupe des Associations a voté**, aurait pu être bien plus ambitieux. Les territoires périphériques devraient notamment être réellement dotés de nouveaux moyens, en tant que laboratoires d'adaptation au monde fluctuant qui vient et pourraient être le cœur d'un contre-modèle humaniste loin du repli sur soi. Ce contre modèle, c'est celui de la coopération et de la robustesse sociale construite contre le culte mortifère de la performance.

Pour conclure, le groupe des associations souhaite souligner l'importance de trois préconisations en particulier. Les deux premières sont celles sur la prise en compte de l'Indice de position sociale (IPS), notamment lors de la contractualisation passée entre l'État et les établissements d'enseignement privé. La troisième est celle sur la relance des projets éducatifs territoriaux (PEDT), auxquels le CESE est particulièrement attaché car ils sont à ce jour le seul espace institutionnel de dialogue et collaboration à l'échelle locale entre tous les acteurs de la communauté éducative-au-delà de la sphère purement scolaire, avec la participation des associations périscolaires et acteurs de l'éducation populaire et ce, dans l'intérêt dans l'enfant. Notre groupe s'inquiète du devenir de ces deux importants outils en cas d'arrivée d'un gouvernement d'extrême-droite.

Le groupe remercie la rapporteure pour son écoute et son attention aux commentaires tout au long de l'écriture du rapport et de l'avis.